

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Sébastien GUILLAUME

Pascale DUCLERMORTIER

Aline MILLE

Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Bastien JEANPIERRE

Stéphane MAYET

Iris REZARD

**Association de Gestion de l'Insertion
de la Communauté d'Agglomération
de CHALONS-EN-CHAMPAGNE
ENTREPRISE D'INSERTION
" AGICAC EI "**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
16, Bis avenue du Maquis des Glières
51470 SAINT MEMMIE

SIRET : 841 125 065 00018

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Association de Gestion de l'Insertion
de la Communauté d'Agglomération
de CHALONS-EN-CHAMPAGNE
ENTREPRISE D'INSERTION
" AGICAC EI "**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

16 bis, avenue Maquis des Glières
51470 SAINT MEMMIE

SIRET : 841 125 065 00018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Gestion de l'Insertion de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne Entreprise d'Insertion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes attachés à :

- vérifier la correcte évaluation des aides aux postes concernant les contrats d'insertion,
- contrôler les opérations réalisées avec l'AGICAC et leur réciprocité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 2 juillet 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Aline MILLE

Associée

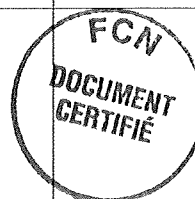
ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

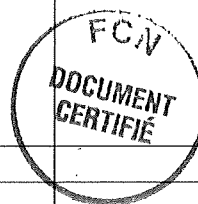
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	56 204	20 798	35 405	10 868
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	56 204	20 798	35 405	10 868
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL				
	Total I	56 204	20 798	35 405	10 868
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	128 439		128 439	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	54 724		54 724	28 380
	TOTAL	183 163		183 163	28 380
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	58 173		58 173	114 751
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	5 424		5 424	2 565
	Total II	246 761		246 761	145 697
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	302 966	20 798	282 167	156 566
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	85 120	121 948
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	30 406	-36 827
	Situation nette (sous-total)	115 527	85 120
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		115 527	85 120
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 083	15 665
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	72 556	55 780
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	26 000	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		166 640	71 445
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		282 167	156 566
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	530 864	124 873
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	192 105	58 212
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	336	145
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7	5
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	723 313	183 237
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
Charges d'exploitation	Autres achats et charges externes (1)	196 695	93 934
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	20 288	7 485
	Salaires et traitements	416 904	102 955
	Charges sociales	58 512	11 290
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 869	4 942
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5	6
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	704 275	220 614
1. Résultat d'exploitation (I-II)		19 037	-37 376

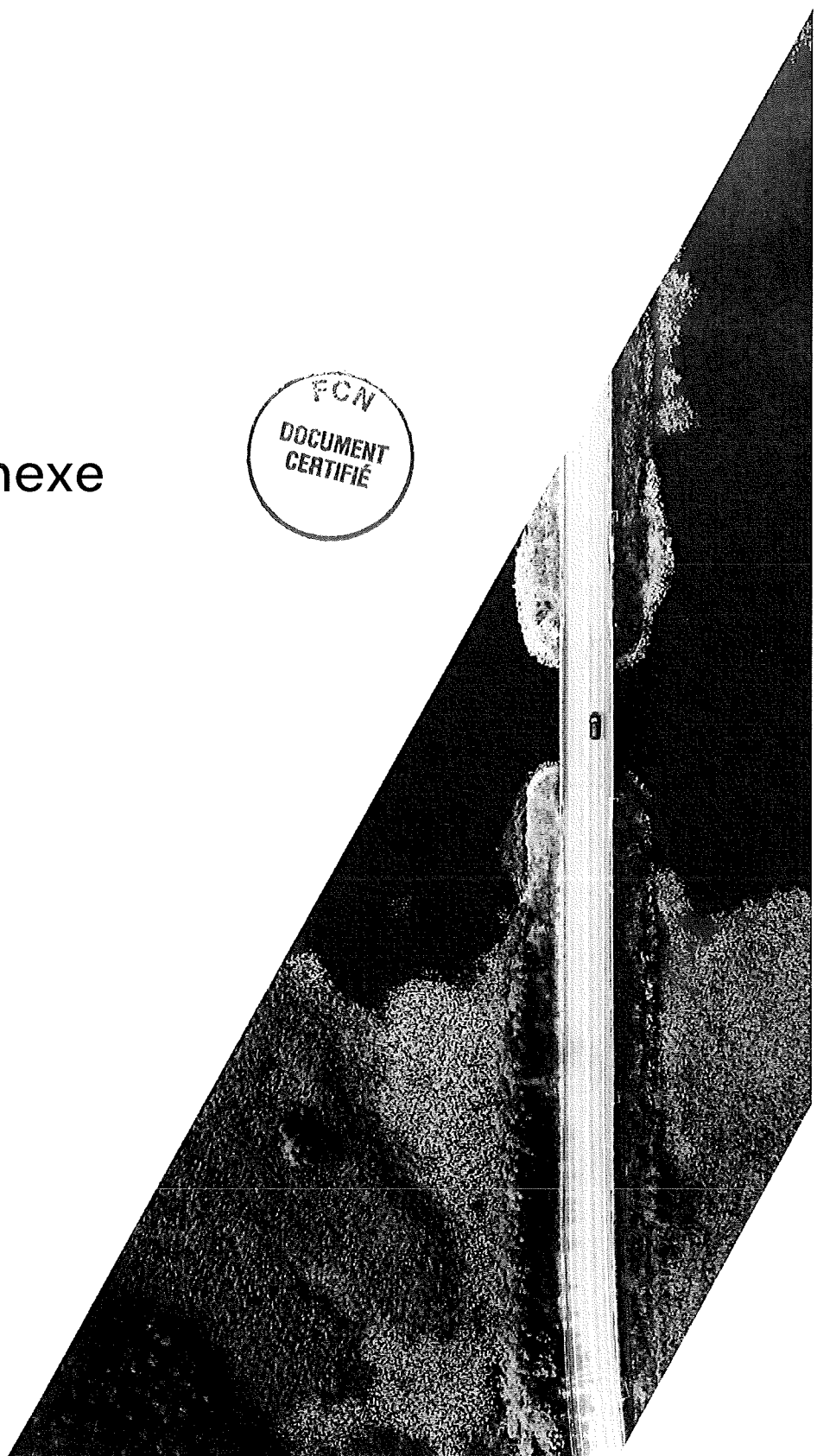


		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	576	138
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	576	138
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		576	138
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		19 614	-37 238
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	40 340	411
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	40 340	411
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	28 157	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	28 157	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		12 182	411
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 391	
Total des produits (I + III + V)		764 229	183 787
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		733 823	220 614
EXCÉDENT OU DÉFICIT		30 406	-36 827
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



AGICAC Entreprise Insertion

Annexe



ASS AGICAC Entreprise Insertion

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024



Table des matières

1	Objet social	3	
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4	
3	Description des moyens mis en œuvre	5	
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture		6
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6	
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	6	
5	Principes et méthodes comptables	7	
5.1	Principes généraux	7	
5.1.1	Changements de méthode comptable	7	
5.1.2	Changements d'estimation	7	
5.1.3	Corrections d'erreurs	7	
5.2	Dérogations	7	
6	Informations relatives aux postes du bilan	8	
6.1	Actif immobilisé	8	
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	10	
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10	
6.2	Fonds propres	11	
6.3	Provision pour risques et charges	11	
7	Informations relatives au Compte de résultat	12	
7.1	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	12	
7.2	Honoraires des commissaires aux comptes	12	
8	Informations relatives à l'effectif	13	



1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« - L'aide aux personnes dans la recherche d'un emploi, avec comme support la création et le développement d'activités économiques notamment en matière de tri de produits recyclables,

- L'accompagnement professionnel et social de ces personnes, la conception de parcours d'insertion et l'organisation et l'animation de formations favorisant l'insertion professionnelle et la qualification,

- La participation aux dispositifs et actions du territoire pour l'insertion sociale et professionnelle, l'emploi et le développement local,

- La recherche et l'expérimentation d'initiatives concourant au développement de l'économie solidaire et de l'insertion par l'activité économique. »



2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'AGICAC EI est une Association Loi 1901, Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) conventionnée par la Direccte-UD51 sous le N° EI 051 19 0005.

Elle a été créée en 2018 et a débuté son activité au 01/07/2018.

Les objectifs de la structure se déclinent selon les 4 axes du référentiel des SIAE :

- L'accueil et l'intégration
- L'accompagnement social et professionnel
- La formation des salariés en insertion
- La contribution à l'activité économique et au développement territorial : le support d'Insertion de l'AGICAC EI est une activité économique consistant à trier et valoriser les emballages ménagers au centre de traitement des déchets de la VEUVE. Elle facture à ce titre des prestations en tant que sous-traitant à l'exploitation de ce centre



3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Ressources humaines : 14.19 ETP CDDI agents de tri et 2.66 encadrant technique à temps plein

Moyen matériel : notamment véhicules pour le transport des salariés en Insertion du siège vers le lieu d'activité.

L'AGICAC EI a son siège dans les mêmes locaux que l'AGICAC ACI, et partage avec celle-ci une partie des locaux, du personnel d'encadrement (Direction, Comptabilité, Conseillère en Insertion Professionnelle et Coordonnateur), et des coûts administratifs afférents. L'AGICAC ACI refacture donc à l'AGICAC EI sa quote-part d'utilisation de ces moyens, estimée au titre de 2024 à 165 650.78 €, auxquels s'ajoutent des refacturations à l'euro près d'achats effectués en commun.

Il est rappelé que l'AGICAC EI étant une **Entreprise d'Insertion**, elle est soumise aux Impôts commerciaux : TVA, CET, Impôts Société.



4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

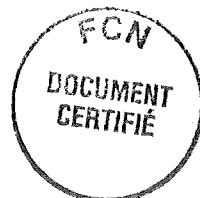
Reprise d'activité normale en février 2024 après un arrêt de 7 mois destiné à la réalisation de travaux par l'ETS Chazelle filiale de Suez, nouveau gestionnaire du marché.

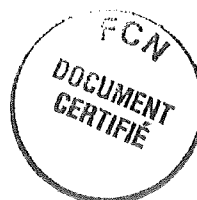
De ce fait, la comparabilité des comptes avec 2023 n'est pas pertinente.

Le gestionnaire du site a indemnisé AGICAC EI pour cette fermeture imposée à hauteur de 40 000 € inscrit en produit exceptionnel dont 26 000 € ont été rétrocédés à AGICAC qui a supporté pendant cette période le salaire de l'encadrement.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice





5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

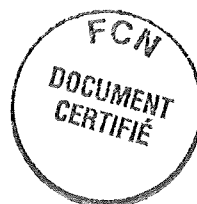
5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé



A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en

utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles.

Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.



6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	0			
Immobilisations corporelles	19 798	36 407		56 205
Immobilisations financières	0			
Total	19 798	36 407		56 205



6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	8 930	11 869		20 799
Immobilisations financières				

Total	8 930	11 869	20 799
-------	-------	--------	--------

6.2 Fonds propres

Les fonds propres sont constitués des excédents, nets des pertes, dégagés par l'AGICAC EI depuis sa constitution, et sont inscrits en Report à nouveau.

Ils ont diminué sur 2024 de l'affectation de la perte de 2023 soit 36 827.12 €, et s'élèvent donc au 31/12/2024 à 85 120.91 €.



6.3 Provision pour risques et charges

Aucune provision pour risques et charges n'a eu à être constatée au 31/12/2024.

La provision pour indemnités de départ en retraite n'a pas été calculée eu égard à sa valeur non significative. En effet, le seul et unique salarié permanent présent au 31/12/2024 est entré courant 2020, et les salariés en insertion sont en CDD.

6.4 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

Toutes les créances et dettes sont à moins d'un an.

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Néant



7.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC1	CAC2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3 962.40 € ttc	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	3 962.40 € ttc	

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Encadrant technique « permanent »	2.66
Employés en Contrat d'Insertion	14.19
Total	16.85

